

Commission sur l'avenir des médias d'information

## **Mobilisation spontanée de la communauté estrienne**

**Assurer la pérennité de La Tribune et des autres quotidiens régionaux**

### **Mémoire déposé par M. Jean Perrault**

Jean Perrault C.M.,C.Q.

Porte-parole du comité des leaders de la communauté sherbrookoise et estrienne.

Maire de Sherbrooke 1994-2009

Président de l'Union des municipalités du Québec, 2008-2010

Président de la Fédération canadienne des municipalités 2009

Sherbrooke, le 29 août 2019

## INTRODUCTION

La communauté estrienne est en état d'alerte depuis l'annonce surprise de la menace de fermeture de notre quotidien régional. La région est mobilisée autour d'une relance. Je veux vous partager, dans ce mémoire, le fruit d'une prise de conscience collective et d'une large démarche inclusive et multipartite comme le portrait d'une région en marche pour bâtir un nouveau modèle sur des bases viables et pérennes.

Vous avez reçu les réflexions de plusieurs grandes organisations et de plusieurs corporations; Voici le fruit d'une réflexion spontanée d'une communauté qui veut faire partie de la solution et «assurer la pérennité de la mission de *La Tribune*». Notre point de vue peut, bien humblement, être inclusif et peut servir dans d'autres communautés.

## L'ESTRIE SE MOBILISE

Je prends spontanément la plume pour vous témoigner de l'attachement collectif des Sherbrookoïses et des Estriens à leur journal, qui est présent dans leur vie depuis toujours. Vous m'excuserez pour le ton plus personnel de ce mémoire écrit au nom d'une communauté engagée.

Nous sommes en mode solution et nous voulons dessiner un nouveau modèle d'affaires qui assurera la viabilité et la pérennité de la mission de La Tribune dans son marché et, également, des autres quotidiens du Groupe Capitales Médias, chacun dans leur marché.

Mon témoignage est basé sur la situation de La Tribune mais les solutions innovantes qui se dessinent le sont dans une perspective globale.

À titre de citoyen de ma communauté, je me suis mis au service de la communauté pour accompagner ses

dirigeants et mon quotidien *La Tribune* dans un démarche de relance.

Pour moi, *La Tribune* est une institution qui fait partie de ma vie depuis mon enfance et particulièrement comme athlète et politicien.

C'est vrai également pour beaucoup de citoyens et d'entreprises. *La Tribune* est un outil formidable d'animation de la communauté, de réflexion, d'action et de mobilisation lorsque des enjeux collectifs se dessinent.

Au moment de me lancer dans cette grande aventure d'une relance, je savais que les choses pouvaient aller très vite.

Ma plus grande crainte est de voir un grand groupe national acheter les actifs de Groupe Capitales Médias pour n'en conserver que les éléments intéressants pour lui et nous enlever un outil important de démocratie pour Sherbrooke et l'Estrie. Sans compter les risques qui découlent d'une trop grande concentration de la presse. Je

pense que la région a le devoir de rester aux aguets et de surveiller de près la situation.

La région de l'Estrie veut exprimer clairement que le repreneur éventuel, peu importe son identité, devra tenir compte des intérêts supérieurs de la communauté.

J'ai entendu différents scénarios qui se mettent en place, comme une coopérative ou un maillage privé-coopérative. Il y a aussi d'autres possibilités qui peuvent être développées. La région de l'Estrie a souvent innové pour avancer collectivement, pour tracer de nouvelles voies, pour établir une recette locale à un problème plus mondial.

Nous pouvons encore le faire. La solution doit venir des communautés avec un appui de nos gouvernements.

Il ne faut pas oublier une chose : toutes les organisations et les entreprises de la région ont bénéficié, au cours de leur histoire, du soutien ou du travail de La Tribune.

C'est dans ce contexte et avec la contribution importante de la Chambre de commerce de Sherbrooke que nous avons, la chambre et moi, réuni spontanément à *La Tribune*, autour d'une même table, plus de vingt leaders de la grande communauté pour faire le point et se mettre en mode solution.

Rapidement, il était clair qu'il fallait se prendre en main collectivement et que chacun devait contribuer. En moins de deux heures, une déclaration commune était rédigée, signée par tous les participants et livrée aux médias. La déclaration commune signée est en annexe tout comme la liste des 25 leaders (Annexe A).

Les leaders ont tous, à quelques heures d'avis, modifié leur agenda chargé pour se mobiliser le vendredi 23 août, quatre jours seulement après la terrible annonce des déboires financiers du Groupe Capitales Médias.

Le message de la déclaration témoigne de la volonté de la région d'accompagner moralement et financièrement ceux ou celles qui auront une

proposition d'affaires qui assure la protection de «l'intégralité de la mission de La Tribune». Nous croyons fermement que le gouvernement québécois doit défendre cette position au nom des intérêts supérieurs de notre communauté et de ceux des autres communautés.

Mon engagement spontané me permet de vous relayer des informations importantes. J'assiste en ce moment à une mobilisation sans précédent, qui va de simples citoyens aux grands leaders de l'Estrie, sans oublier tous les employés du quotidien.

J'ai la conviction au moment de vous écrire que nous sommes à un tournant historique, que nous avons une occasion unique, grâce à la décision du gouvernement de permettre un processus ouvert et transparent de propositions d'affaires pour assurer le meilleur pour *La Tribune* et notre communauté, tout comme pour les autres quotidiens et les grandes communautés concernées.

Je vous parlais d'une grande mobilisation. Je pourrais vous fournir sur demande de nombreux témoignages d'appui. Je veux aussi vous signaler un

rassemblement spontané de plusieurs centaines de personnes qui a eu lieu moins de 48 heures après l'annonce de la tempête qui frappe le Groupe Capitales Médias.

À l'initiative de la section estrienne Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), ce rassemblement a réuni des lecteurs, des citoyens, des employés des médias régionaux et des acteurs importants de la communauté souhaitant exprimer d'une seule voix leur soutien au maintien d'une presse régionale vigoureuse et à la qualité du travail journalistique réalisé en Estrie et, plus particulièrement, par l'équipe de *La Tribune*.

Mme Sondès Allal a livré un témoignage spontané et percutant sur ce que représente *La Tribune* dans son milieu ou plutôt ce que serait la communauté sans La Tribune. J'étais présent à ce rassemblement. Ce cri du cœur a eu une grande portée. Vous pouvez lire en annexe le texte de Mme Allal (Annexe B).

À la même soirée, l'éditeur adjoint et directeur général de *La Tribune*, Maurice Cloutier, a accepté de parler spontanément au groupe. Il a dit que tous les scénarios sont possibles pour la relance. Il a invité à la mobilisation. «Je me place au service de la communauté pour bâtir demain, pour trouver la meilleure solution possible pour assurer la pérennité de La Tribune».

Ce message a soulevé une salve d'applaudissements et permis de me confirmer que nous étions nombreux à croire que nous sommes en train d'écrire non pas la conclusion d'une grande aventure de plus de 100 ans mais bien un nouveau chapitre de cette histoire.

Un reportage d'une grande qualité présenté dans une émission nationale de Radio-Canada (radio) permet également, à partir de l'exemple de Sherbrooke, de *La Tribune*, de mesurer toute l'importance de la mission d'un quotidien comme La Tribune pour la vie communautaire mais également le rayonnement et le développement de l'Estrie. Je

vous invite à écouter ce reportage en utilisant le lien joint au mémoire.

Avec ce lien, vous pouvez accéder directement au reportage. Il va rester en ligne :

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/desautels-le-dimanche/segments/reportage/129477/tribune-sherbrooke-janic-tremblay-presse-regionale?fbclid=IwAR2kXSfX-j4GtecDM3Ubgvzrl0ToPEoNZKSuUOb5phD1MedvAKNp1viTEI>

Au moment d'écrire ces lignes, plusieurs groupes s'animent pour trouver la meilleure solution. Plusieurs experts de la communauté ont offert gratuitement leur expertise et leur temps pour dessiner une solution viable et pérenne, qui doit passer par la contribution et l'engagement du milieu.

Les réunions se multiplient, les scénarios prennent forme tranquillement. J'ai la profonde conviction que nous y arriverons.

Les employés de *La Tribune* viennent tout juste de faire une sortie publique en exprimant leur désir de faire partie de la solution et d'explorer à fond le

modèle coopératif dans une perspective de relance locale pour *La Tribune* et d'une relance locale des cinq autres quotidiens avec une structure de partenariat entre les six quotidiens pour partager les services communs existants et maximiser les synergies.

On doit faire encore mieux, mais sans faire table rase des avancées réalisées au fil des dernières années. Et j'ai la conviction qu'on peut faire mieux.

## **Conclusion**

La région a toujours cru que La Tribune était inébranlable, à tort. La prise de conscience est majeure et la mobilisation exceptionnelle. Il faut construire autour de cela. Nous avons entrepris localement un grand chantier.

L'État a un rôle crucial à jouer dans la suite des choses pour l'avenir de la presse régionale et, à plus court terme, la relance de La Tribune et des cinq autres journaux du Groupe Capitales médias, solidement établis dans leur milieu respectif.

Le milieu estrien a la ferme intention de trouver une solution, de s'engager financièrement et de réussir, avec le soutien de l'État, cette transition vers une nouvelle TRIBUNE et, souhaitons-le, cinq autres beaux projets dans les autres collectivités.

## **RECOMMANDATIONS**

Vous avez déjà reçu plusieurs recommandations de diverses natures.

Dans le contexte où les joueurs du GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) s'approprient les contenus de nos médias sans payer le moindre droit d'auteur et sans payer de taxes à l'État, je vais me permettre de soulever des pistes pour permettre à court terme à l'État de jouer un rôle indispensable en attendant des mécanismes plus globaux de taxation ou de compensation pour mettre à contribution les grands joueurs mondiaux du GAFAM.

Un fonds compensatoire pour les producteurs de contenus d'information tout comme un fonds a été créé pour les producteurs laitiers canadiens qui ont perdu une partie de leur marché dans le cadre du nouveau traité qui remplacera l'ALENA.

Un crédit d'impôt sur la masse salariale des employés des médias d'information de la presse écrite.

Un fonds d'aide à la relève pour la rémunération de stagiaires et des passerelles entre les universités et les médias traditionnels pour reconnaître la formation en milieu de travail comme, à titre d'exemple, pour les futures infirmiers et infirmières.

L'établissement d'une quote-part des budgets publicitaires de tous les ministères et sociétés d'État du gouvernement québécois réservée aux médias traditionnels.

L'élimination des frais de recyclage croissants imposés aux imprimés qui livrent de l'information au grand public.

Un soutien fiscal important pour les consommateurs qui s'abonnent à un produit d'information collective dans une communauté ou au Québec.

Bref, il existe plusieurs solutions qui permettent à l'État d'accompagner les médias dans le soutien d'une information de qualité réalisée par des professionnels qui respectent des règles éthiques et déontologiques.

Nous sommes collectivement responsables de l'avenir que nous voulons pour la société québécoise en matière d'information et de démocratie.

Merci

Jean Perrault C.M.,C.Q.

Porte-parole du comité des leaders de la communauté sherbrookoise et estrienne.

Maire de Sherbrooke 1994-2009

Président de l'Union des municipalités du Québec,  
2008-2010

# Président de la Fédération canadienne des municipalités 2009